

**Accord collectif national**

**CAISSES D'ÉPARGNE  
(24 novembre 2005)**

**AVENANT N° 1 DU 2 DÉCEMBRE 2010  
RELATIF AU RÉGIME DE RETRAITE SUPPLÉMENTAIRE**

NOR : ASET1150502M

Conformément à l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale, une réunion a été organisée afin de procéder au réexamen du choix de l'organisme assureur désigné dans l'accord du 24 novembre 2005 relatif au régime de retraite supplémentaire de la branche Caisse d'épargne.

Après échanges, les parties signataires ont convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 3 du chapitre II de l'accord est complété par le paragraphe suivant :

« Conformément à l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale, les parties signataires confirment qu'elles entendent procéder à un réexamen du choix de l'organisme assureur au moins tous les 5 ans à compter de la date d'effet de l'accord collectif national relatif au régime de retraite supplémentaire conclu le 24 novembre 2005. Pour procéder à ce réexamen, elles se réunissent au plus tard 6 mois avant l'échéance de chaque période de 5 ans. »

**Article 2**

Dans le cadre du premier réexamen effectué le 29 juin 2010, les parties signataires ont décidé de reconduire la CGP, en tant qu'organisme assureur désigné pour une nouvelle période de 5 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011.

**Article 3**

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011.

**Article 4**

Les signataires du présent accord peuvent en demander la révision conformément à l'article L. 2261-7 du code du travail. Toute demande de révision doit être notifiée par lettre recommandée avec avis de réception à chacune des parties signataires. Cette lettre doit indiquer les points concernés par la demande de révision et doit être accompagnée de propositions écrites de substitution.

Dans un délai maximum de 2 mois à compter de la demande de révision, les parties devront se rencontrer pour examiner les conditions de conclusion d'un éventuel avenant de révision.

L'une ou l'autre des parties signataires peut dénoncer le présent accord, dans les conditions prévues à l'article L. 2261-9 du code du travail, sous réserve de respecter un délai de préavis de 3 mois. La dénonciation doit être notifiée par lettre recommandée avec avis de réception à chacune des parties signataires.

**Article 5**

Le texte de l'accord sera déposé par BPCE selon les dispositions prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Un exemplaire de ce texte sera également remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Fait à Paris, le 2 décembre 2010.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisation patronale :**

BPCE.

**Syndicats de salariés :**

SNP CGT-FO ;

UNSA.